



Dialogue



Organe de "Dialogue des Peuples"

Pauvres, mais honnêtes, nous paraissions quand nous pouvons, et notamment, le jeudi 1^{er} août 2019



Année 2019, numéro 16

Sommaire

Afrique

Ebola : la contagion n'est ni le seul, ni le pire des risques.

La lettre du milliardaire Tony Olumelu à la jeunesse africaine

Côte d'Ivoire

Rencontre Bédié-Gbagbo : Un règlement de compte dangereux pour Ouattara !

Nicaragua

A 40 ans de la révolution du 19 juillet 1979

ECONOMIE

Le mystère de l'inflation disparue... page

Afrique

Ebola : la contagion n'est ni le seul, ni le pire des risques



L'épidémie de maladie à virus Ebola dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri en République démocratique du Congo (RDC) se poursuit au milieu d'une crise complexe.

Par Guy De Boeck

Le virus Ebola est de retour en Afrique. Il y était apparu en 1976, dans le nord-est du Congo à l'époque. C'est un virus tueur : depuis son apparition, 15.000 personnes en sont mortes. L'OMS a donc décrété une nouvelle épidémie et l'urgence sanitaire mondiale. Interrogée sur La Première, Axelle Ronsse, coordinatrice des activités Ebola chez Médecins sans frontières, explique que "le virus Ebola est un virus qui peut donner une fièvre hémorragique et qui a surtout un taux de létalité très important. Plus de 70% des patients peuvent en mourir et il n'y a pas encore de médicaments qui ont été validés à ce stade pour traiter cette maladie. C'est donc ça qui fait qu'elle est effectivement une maladie compliquée".

"C'est une maladie qui ne se transmet que quand on est malade et elle se transmet via tout ce qui est sécrétions — le sang, les urines, la sueur. Ça veut donc dire que les premières personnes infectées sont généralement les travailleurs de santé qui prennent en charge ces patients ou les gens de la famille pendant les enterrements. Elle est effectivement très contagieuse quand on est en contact avec ces liquides", poursuit-elle.

« Un mal qui répand la terreur »...

Durant des siècles, les Grandes Epidémies ont été l'une des grandes peurs de l'humanité. L'histoire en garde le souvenir sous le nom d'épidémies de peste, sans qu'il faille forcément en déduire que, sous ce nom unique, on ait toujours eu affaire à la maladie actuellement connue sous ce nom¹. Il est probable que, si la maladie d'Ebola avait fait son apparition au XIV^e siècle, elle aurait eu droit à cette appellation². Ebola a en effet tous les traits qui expliquent la grande peur qui

1 Le sens moderne du terme peste se précise progressivement à partir du XVI^e siècle jusqu'à la fin du XIX^e siècle (découverte de la bactérie causale). Elle est causée par le bacille *Yersinia pestis*, découvert par Alexandre Yersin de l'Institut Pasteur en 1894. Ce bacille est aussi responsable de pathologies pulmonaires de moindre gravité chez certains petits mammifères et animaux de compagnie (on parle dans ce cas de peste sauvage).

2 En raison des ravages qu'elle a causés, surtout au Moyen Âge, la peste a eu de nombreux impacts sur l'économie, la religion et les arts. Ainsi la peste noire de 1347-1352 a profondément marqué l'Europe en éliminant 25 % à 50 % de ses habitants ; dans le royaume de France la population chute de 41 %, soit 7 millions de victimes sur les 17 millions de Français de l'époque. Cependant plusieurs épidémies de maladies inconnues à forte mortalité ont pu être qualifiées de peste par les chroniqueurs de l'époque. Par analogie, d'autres maladies à forte morbidité pour d'autres

entoure les épidémies : la maladie frappe sans distinction jeunes et vieux, hommes ou femmes, costauds et gringalets, se transmet aisément et rapidement, tue à coup sûr ou presque – en tout cas, qui l'attrape a plus de chances d'en mourir que d'y survivre.

De tels ravages déclenchent une grande peur collective et des réactions irrationnelles : on fuit les lieux infectés mais en même temps le danger inspire des comportements grégaires et, en se réfugiant ailleurs, on contribue à répandre la maladie ; on recherche des boucs émissaires ; on se réfugie dans des pratiques religieuses superstitieuses ou dans la magie. On assiste au pire et au meilleur. Certaines personnes font preuve d'un dévouement sublime, d'autres inventent les manières les plus crapuleuses de « profiter de la vie une dernière fois puisqu'on va tous crever ».

Durant des siècles, la seule défense dont l'humanité disposait contre les grandes épidémies fut la prophylaxie, en particulier la « quarantaine » imposée aux navires et voyageurs provenant de régions « à risque ». La peste de Marseille en 1720, la dernière grande épidémie de peste enregistrée en France, fut propagée à partir du *Grand-Saint-Antoine*, un bateau en provenance du Levant accostant à Marseille le 25 mai 1720. En effet, sa cargaison constituée d'étoffes et de balles de coton était contaminée par le bacille de Yersin responsable de la peste. À la suite de graves négligences, et malgré un dispositif de protection très strict comportant notamment la mise en quarantaine des passagers et des marchandises, la peste se propagea dans la ville.³ La responsabilité de la non-application de la réglementation incombe au commandant du navire, le capitaine Jean-Baptiste Chataud, et au premier échevin, Jean-Baptiste Estelle. Ce dernier, en effet, avait des intérêts dans l'armement du navire. Autrement dit, le marin et l'échevin auraient perdu de l'argent si les règles visant à protéger la vie et la santé des Marseillais avaient été strictement appliquées. C'est donc la spéculation qui a fait plus de 200.000 morts.

Le virus Ebola est un virus de la famille des filoviridés (filovirus) qui provoque une fièvre sévère, baptisée maladie à virus Ebola ou FHV pour fièvre hémorragique virale. Particulièrement virulent, le virus Ebola peut provoquer la mort (entre 25 et 90% de mortalité selon les épidémies). L'épidémie de 2014 a eu, d'après l'OMS, un taux de mortalité autour de 54%.

La fièvre hémorragique à virus Ebola est une maladie très grave, contagieuse, potentiellement mortelle. L'OMS la qualifie "*une des maladies les plus virulentes au monde*".

Il n'existe ni traitement qui puisse guérir la fièvre Ebola, ni vaccin homologué pour prévenir cette fièvre hémorragique à virus Ebola. Les soins dispensés ont pour but de lutter contre les symptômes provoqués par la maladie et d'aider le malade à survivre à l'infection. Il existe quelques cas de guérison suite à l'administration d'un traitement non autorisé, ce qui soulève beaucoup d'espoir. Les chercheurs travaillent également à l'élaboration d'un virus pour lutter contre cette maladie grave.

Le virus Ebola peut sévir en toutes saisons et peut toucher n'importe quelle personne, hommes ou femmes, jeunes ou moins jeunes. Les spécialistes ne savent pas pourquoi certaines personnes survivent et d'autres non. Les personnes guéries peuvent transmettre le virus jusqu'à 7 semaines après leur guérison. Les personnes décédées peuvent elles aussi transmettre la maladie. Les réservoirs du virus Ebola sont les chauves-souris. Elles peuvent transmettre ce virus à d'autres animaux, comme par exemple les singes. Les hommes peuvent être contaminés via ces animaux (contact avec leur sang, en mangeant leur viande, etc). Ensuite, la transmission pendant les épidémies se fait entre humains.

Les foyers des épidémies sont situés en Afrique. Le virus Ebola a été découvert en 1976 au bord de la rivière du même nom, dans l'ex-Zaïre (désormais République Démocratique du Congo). Il en existe cinq formes : Bundibugyo, Côte d'Ivoire, Reston, Soudan et Zaïre. Cette dernière est la forme qui frappe l'Afrique en 2014. La première épidémie de 1976 a tué 431 personnes. Puis les

espèces sont également nommées peste, comme la peste aviaire, celle du canard, celle du porc. Elles n'ont pour la plupart rien à voir avec la peste humaine.

3 Les quartiers déshérités et les plus anciens sont les plus touchés. La peste s'étend rapidement dans la cité où elle entraîne entre 30 et 40 000 décès sur 80 à 90 000 habitants, puis dans toute la Provence, où elle fait entre 90 000 et 120 000 victimes sur une population de 400 000 habitants environ.

épidémies se sont succédées. Celle de 2014, qui semble être l'épidémie la plus grave, a démarré en février et a déjà tué plus de 2000 personnes 7 mois plus tard.

A chaque épidémie, le virus Ebola touche un nombre différent de personnes, et le pourcentage de décès chez les personnes contaminées varie selon l'épidémie. Selon l'OMS, pour l'épidémie de 2014, on observerait un taux de décès de 54 % environ.

Diagnostic

La fièvre hémorragique virale due au virus Ebola est difficile à diagnostiquer. D'abord parce que les premiers symptômes peuvent s'apparenter à d'autres maladies comme la malaria, ou paludisme, ou le choléra, ou des intoxications alimentaires. Ensuite parce qu'il est quasiment impossible de réaliser des tests sanguins dans les régions concernées, car il n'existe pas de laboratoire de haute sécurité sur le terrain. La présence du virus Ebola est en effet affirmée suite à différents tests sanguins comme le test Elisa.

Il est donc très important de savoir si la personne a été au contact d'une personne infectée par le virus Ebola dans les trois semaines précédentes ou bien si elle a participé à un enterrement en touchant la personne décédée dans les trois semaines précédentes.

Des chercheurs japonais auraient récemment mis au point un test de dépistage plus rapide et moins coûteux : un processus qui donnerait un résultat en une demi-heure, mais qui n'est pas encore assez largement disponible.

Le virus Ebola provoque des fièvres. La maladie peut évoluer en jaunisse, délires, convulsions, hémorragie sévère, coma.

Les personnes qui se remettent de la maladie due au virus Ebola sont porteurs du virus durant des semaines suivant leur infection et peuvent donc, bien que guéris, contaminer leurs proches. De plus, les personnes infectées sont d'autant plus contagieuses que leur maladie s'aggrave.

Le virus Ebola aurait comme hôte naturel certaines chauves-souris. Ce virus peut être transmis à des espèces animales telles que les singes et les chimpanzés. Ce dernier peut se transmettre à l'homme par les fluides corporels, par exemple lors de l'abatage d'un animal. Ensuite, le virus se transmet d'homme à homme par contact direct (par la salive, le sang, l'urine, les selles, le sperme, les vomissements ou des vêtements souillés) ou par des aiguilles contaminées lors des soins médicaux. Les transmissions ne se produisent pas par les voies aériennes.

Les personnes infectées ne sont contagieuses qu'à l'apparition des premiers symptômes - il existe en effet une période d'incubation (période entre l'arrivée du virus dans l'organisme et les premiers signes de la maladie) de plusieurs jours (entre 2 et 21). Après la guérison, une personne peut encore être contagieuse pendant 7 semaines. Le personnel médical risque aussi d'être infecté s'il n'utilise pas des équipements de protection adaptés : gants, blouses, bottes, masques, lunettes.

Les personnes infectées sont encore contagieuses après leur décès. Les infections lors des rites funéraires sont d'ailleurs fréquentes, ce qui, dans le contexte africain, est lourd de menaces. Les funérailles s'y entourent de grandes démonstrations de deuil auxquelles les gens sont très attachés et pour lesquels ils se déplacent parfois très loin. La multiplication des funérailles fait peser une menace spécifique sur - mais aussi par - le clergé. Le cas d'un pasteur touché par Ebola à Goma a inquiété les habitants de la métropole du Nord-Kivu

Villes et campagnes

Qui dit contagion dit contact et donc accroissement du danger dans les peuplements denses. Ce qui fait le plus peur, en cas de maladie infectieuse et virulente, c'est l'idée d'une épidémie frappant dans une grande ville. La propagation fulgurante de la maladie du virus Ebola en Afrique de l'Ouest, et particulièrement l'extrême vulnérabilité de la Guinée, de la Sierra Leone et du Liberia face à cette nouvelle flambée épidémique et les mesures draconiennes adoptées par la communauté internationale dans le but d'éviter la propagation de l'épidémie à une échelle plus grande s'expliquent sans doute par le fait que, cette fois, l'aile de la mort a effleuré des villes.

La RDC, qui a dû faire face à plusieurs apparitions de l'Ebola sur son territoire, a eu longtemps la chance de ne subir ses attaques que dans des agglomérations mineures, déjà naturellement isolées du fait de la nature et du délabrement sévère des moyens de communications. Bien sûr, cela complique l'acheminement sur place d'un dispositif d'isolation, de stérilisation et de soins assez lourd, mais cela a permis aussi de se rendre compte de la capacité du personnel sanitaire congolais : lors de ces dernières apparitions d'Ebola, le pourcentage de survivants parmi les personnes infectées était comparable à celui des hôpitaux américains ou européens.

Mais ce qui fait froid dans le dos, en RDC, c'est l'hypothèse d'une épidémie d'Ebola touchant Kinshasa, Kisangani ou Lubumbashi, ou encore les zones densément peuplées de l'Est, où les villes, certes moins importantes, sont fréquemment frontalières, comme Bukavu, Goma ou Bunia, ce qui ajoute aux problèmes sanitaires ceux provenant d'éventuelles complications diplomatiques. Du fait de cette situation, la lutte contre l'épidémie se heurte aux groupes armés, à la désinformation de la population, et la menace de l'Ebola sur tous les pays de la région s'en trouve accrue. Entre temps, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré l'état d'urgence mondiale pour lutter contre Ebola, qui continue sa propagation dans l'Est du Congo.

La mort rode le long des Grands Lacs

Le virus tueur poursuit sa route mortelle dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC). Ces derniers jours, une vingtaine de décès a été enregistrée, portant à 1728 le nombre de morts victimes de l'épidémie d'Ebola, déclarée en août 2018 dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri. Cette crise sanitaire, la plus grave enregistrée en RDC depuis 1976, a été déclarée « urgence sanitaire mondiale » par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), preuve de l'extrême inquiétude que suscite la rapidité de propagation du virus. L'alerte rouge mondiale fait craindre une épidémie proche de celle qui avait frappé l'Afrique de l'Ouest entre 2014 et 2016... avec plus de 11.000 morts.

L'OMS avait refusé à trois reprises de déclarer « l'urgence mondiale » au Congo, mais le cas d'un prêtre signalé à Goma, la capitale du Nord-Kivu de plus d'un million d'habitants, a clairement changé la donne. L'histoire de ce prêtre congolais est un cas d'école, et éclaire la rapidité de diffusion du virus.

Le pasteur, originaire du Sud-Kivu, prêchait dans les églises de Butembo, épice de la ville, « où il apposait régulièrement ses mains sur ses fidèles », ont expliqué les autorités congolaises. Les premiers symptômes sont apparus le 9 juillet. Il se rend alors à Goma en bus le 14 juillet et passe les contrôles sanitaires en dissimulant son identité. A Goma, il est diagnostiqué positif à Ebola et décède le 15 juillet lors de son transfert dans un centre spécialisé de Butembo. L'homme d'église n'a survécu que 7 jours après l'apparition des premiers symptômes.

L'inquiétude gagne alors la métropole de Goma, jusque-là épargnée par l'épidémie. Une liste de 97 personnes, entrées en contact avec le pasteur, est établie par le ministère de la Santé. Elles seront toutes rapidement vaccinées, mais le risque de contagion dans cette ville-frontière avec le Rwanda préoccupe autorités et habitants. Si la ville de Goma était touchée, le risque de diffusion aux pays de la région est considérable selon les spécialistes de l'OMS. La proximité avec le Rwanda voisin, un pays à très forte densité de population, augmenterait considérablement le risque de contagion régionale au Soudan du Sud et à l'Ouganda. « Plus la transmission est longue, plus il est probable qu'il atteindra l'un de ces pays » estime Ray Arthur, directeur du CDC's Global Disease Detection Operations Center au site *The New Humanitarian*. Chaque mois, 100.000 personnes traversent la frontière avec le Rwanda.

Si les autorités rwandaises semblent avoir pris la mesure du danger en identifiant 15 zones où le virus pourra être traité, ce n'est pas le cas du Sud-Soudan, englué dans un conflit sans fin. La mauvaise qualité des infrastructures, l'insécurité et la crise politique, font craindre une mauvaise prise en charge de l'épidémie. En Ouganda, qui possède une longue frontière avec la RDC, les

autorités ont mis en place des scanners de températures aux entrées du pays et des milliers d'agents ont été vaccinés. Chaque mois, près d'un million de personnes passent la frontière entre les deux pays. En dehors du risque sanitaire, la menace de la fermeture des frontières entre la RDC et ses voisins de l'Est pourrait également provoquer une importante crise économique. La zone du Nord-Kivu et de Goma constitue en effet un noeud commercial régional vital pour les populations de l'Est congolais. L'Union africaine, consciente des risques économiques, « *déconseille toute restriction de voyage dans la zone* ».

Gagner la bataille de la confiance

Mais pour l'instant, le plus grand danger de propagation du virus se situe à l'intérieur des frontières congolaises, et s'appelle... la rumeur et la désinformation. Depuis le début de l'épidémie en août dernier, la population se montre extrêmement méfiante envers la maladie et les personnels de santé, surtout lorsqu'ils viennent de pays étrangers. Plus de 120 « incidents » et attaques d'agents de santé ont été recensés dans la région, rendant l'épidémie encore plus difficile à contrôler. De nombreux congolais pensent que le virus « n'existe pas » et que les vaccins proposés par la communauté internationale sont « dangereux » et uniquement destinés à enrichir les laboratoires pharmaceutiques occidentaux. Certaines familles préfèrent également enterrer leurs morts clandestinement pour procéder à des funérailles « traditionnelles », mais extrêmement dangereuses pour la propagation du virus. La confiance des populations constitue l'une des principales batailles à gagner pour l'OMS. Lorsque que l'on rajoute à cela des dizaines de groupes armés qui pullulent dans la région et entravent la circulation des ONG et des personnels de santé... la guerre contre Ebola prendra du temps au Congo. Un temps précieux, puisque plus la crise dure, plus il est probable qu'elle se propage dans les autres pays de la région... reste à savoir quand.

On n'a toujours pas trouvé de moyen pour éradiquer cette maladie, "il y a eu l'épidémie de 2014-2016. La neuvième épidémie au Congo a eu lieu l'année passée, entre mai et juillet, et elle avait été assez vite contrôlée. Ici, effectivement, elle dure depuis presque un an maintenant. Pourquoi met-elle tellement de temps à être réglée ? D'abord parce qu'on est dans un endroit du Congo qui n'est pas facile. On est dans le Nord-Kivu, l'est du Congo, en guerre depuis une vingtaine d'années, avec la préoccupation d'une population qui est beaucoup plus au conflit et à d'autres choses qu'à la maladie d'Ebola. C'est une maladie qui demande surtout qu'on ait la population avec nous, qui doit être au centre du jeu et ce n'est pour le moment pas encore le cas. On n'a pas encore pu expliquer à la population que, si quelqu'un de sa famille est tombé malade, ce serait bien qu'il soit pris en charge le plus vite possible dans un centre Ebola. C'est donc vraiment ça qui est au centre du dispositif, c'est normalement d'avoir la population à bord", dit-elle.

Or, cette fois, le foyer d'infection est aussi un important foyer de peuplement, un foyer d'insécurité et de violence, et il se situe dans cette région des Grands Lacs qui est le centre même de l'Afrique. On ne pouvait plus mal tomber.

Vaccination

"Le vaccin est un des nouveaux outils, qui est nouveau par rapport aux épidémies précédentes, et qui est assez prometteur. Mais effectivement, le vaccin ou la technique pour laquelle la vaccination est utilisée et la façon dont on l'utilise est que dès qu'un patient est déclaré Ebola, on doit à ce moment-là déterminer toutes les personnes avec lesquelles il a été en contact et vacciner toutes ces personnes. C'est un travail de longue haleine, c'est tout un pilier de la réponse Ebola, c'est normalement toute la surveillance, donc avoir tout ce tracé des patients. Normalement, dans une épidémie d'Ebola, si elle était sous contrôle, on devrait avoir une idée de toute la chaîne de transmission, voir qui transmet à qui. Pour le moment, ce qu'il y a, c'est qu'on voit qu'il y a encore énormément de décès communautaires, donc de personnes dans la communauté qu'on n'avait pas vues qu'elles tomberaient malades avant. On a toutes ces personnes qui se contaminent dans les structures de santé et on a pour le moment un trou dans ces chaînes, donc on n'arrive pas

à suivre. La vaccination est basée sur un système de surveillance correct et si le système de surveillance n'est pas correct, on loupe effectivement des choses. La stratégie n'est pas mauvaise, il n'y a pas de nouveauté là-dedans, mais par contre il faut peut-être qu'il y ait une meilleure qualité sur cette stratégie."

Le virus est présent dans plusieurs pays, poursuit Axelle Ronsse : "En Asie, il y en a un similaire, mais le virus Ebola est né en Afrique, du nom d'une rivière là-bas, et c'est effectivement en Afrique, mais pas seulement au Congo, il y avait d'autres pays. En Afrique de l'Ouest, ça a touché d'autres pays, mais il n'est pas présent dans nos contrées ici en tout cas".

Cette question du vaccin fait intervenir une nouvelle catégorie d'acteurs dans cette tragédie : les pharmaciens ou plus précisément les puissants groupes de l'industrie pharmaceutique.

La pharmacie est une activité à double face. Par son côté noble, elle est un élément indispensable de l'art de guérir, mais par sa face la moins reluisante elle touche à la spéculation la plus hideuse, celle qui spéculé sur la douleur et la peur de la mort pour amasser de l'argent. On connaît la situation des malades pratiquement abandonnés à leur sort parce qu'atteints de ces maux que l'on appelle « maladies orphelines », parce qu'elles sont trop rares, donc trop peu rentables pour que l'on investisse dans la recherche et la production d'un traitement. Il en va de même pour des maladies couramment répandues, mais qui ne se rencontrent que dans des parties très déshéritées du Tiers-monde. Là, la demande peut être énorme, mais elle n'est pas rentable.

Cette situation change toutefois si l'Organisation mondiale de la santé (OMS) déclare l'état d'urgence mondiale pour lutter contre une maladie. Cela signifie l'ouverture de l'écluse des subsides internationaux, belle opportunité à saisir pour les multinationales de la pharmacie.

Démission du ministre de la Santé sur fond de refus d'un vaccin

Derrière le conflit d'organisation de la riposte contre la maladie d'Ebola né après la décision du président Félix Tshisekedi de s'appuyer sur une équipe d'experts dans la conduite de la lutte contre cette épidémie dans l'est de la République démocratique du Congo, il y a aussi le refus de l'expérimentation d'un vaccin belge. La démission du ministre de la Santé intervient aussi après la décision de l'OMS d'élever l'épidémie d'Ebola en cours au rang « *d'urgence de santé publique de portée internationale* ».

Le ministre de la Santé, Dr Oly Ilunga, a justifié sa décision estimant avoir été désavoué par la décision du président Félix Tshisekedi de prendre le contrôle de la riposte contre l'épidémie d'Ebola, qui a tué 1.737 personnes en un an dans l'est de la RDC et dont le cumul des cas est de 2.578, dont 2.484 confirmés et 94 probables, selon le bulletin du ministère de l'Intérieur daté de dimanche.

« Tirant ainsi les conséquences de votre décision de placer la conduite de la riposte à l'épidémie à virus Ebola sous votre supervision directe et anticipant la cacophonie préjudiciable à la riposte qui découlera inévitablement de cette décision, je viens par la présente vous présenter ma démission de mes fonctions de ministre de la Santé », a écrit le ministre, dans une lettre au président Tshisekedi.

« Comme dans toute guerre, car c'est bien de cela dont il s'agit dans cette lutte, il ne peut y avoir plusieurs centres de décision au risque de créer des confusions (...) L'unicité dans la gestion d'une telle riposte répond ainsi au triple impératif de l'efficacité, de la cohérence des décisions prises et de la redevabilité », a expliqué le Dr Ilunga.

Pour lui, la confusion pointe à l'horizon. « La crise d'Ebola en cours n'est pas une crise humanitaire. C'est une crise de santé publique qui intervient dans un environnement caractérisé par des problèmes de sécurité ».

Il a déploré « des pressions de toutes parts qui tendent à en faire une crise humanitaire dont les logiques d'intervention consacrent la mise en place d'un système parallèle qui ne renforce jamais le système de santé existant ».

En conséquence, selon le Dr Ilunga, « de fortes pressions se sont exercées depuis plusieurs mois pour la mise en oeuvre d'une nouvelle expérimentation en RDC » dans la lutte contre Ebola.

« Le seul vaccin à être utilisé dans cette épidémie est le vaccin rVSV-ZEBOV fabriqué par le groupe pharmaceutique Merck ⁴ », a rappelé peu après le bulletin du ministère de la Santé, en indiquant que 169.976 personnes ont été vaccinées.

Le ministre s'était opposé dans une circulaire à l'introduction du deuxième vaccin produit par le laboratoire belge Janssen, filiale de l'Américain Johnson&Johnson, a indiqué son entourage. « Il serait illusoire de croire que le nouveau vaccin (à deux doses administrées à 56 jours d'intervalle), proposé par des acteurs qui ont fait preuve d'un manque d'éthique manifeste en cachant volontairement des informations importantes aux autorités sanitaires, puisse avoir une incidence déterminante sur le contrôle de l'épidémie en cours », affirme le ministre Ilunga.

Samedi, le président Tshisekedi a nommé une équipe d'experts dirigée par le Dr Jean-Jacques Muyembe, le directeur de l'Institut congolais de la recherche biomédicale de Kinshasa (INRB), pour assurer la « conduite » de la riposte contre Ebola en RDC sous sa « supervision ». Le Dr Muyembe « a fait partie de l'équipe de recherche ayant enquêté sur la première flambée connue de maladie à virus Ebola en 1976 », peut-on lire sur le site de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Dans son entourage, on indique que certains membres du comité pourraient défendre l'introduction du deuxième vaccin, d'où l'enjeu profond de la démission.

Cela, c'est une des facettes de l'aspect politique de ce dossier. Il y en a d'autres.

Chacun sait que la RDC vit une période très spéciale de son histoire politique, une cohabitation après des élections « truquées mais satisfaisantes » (au nom d'une alternance de façade). Dans ce « mariage de la carpe et du lapin », Tshisekedi est le Président nominal cependant que le pouvoir réel demeure entre les mains de Kabila et des caciques de l'Ancien Régime, qui contrôlent les Assemblées.

Félix Tshisekedi s'efforce donc d'agrandir son espace vital en multipliant les « plans » (comme celui des 100 jours) et les « comités spéciaux » à chaque fois qu'il rencontre des situations « d'urgence », notamment sanitaire (l'Ebola, mais aussi la poliomyélite).

Mais, au moment où j'écris ces lignes, le gouvernement est toujours composé de ministres « sortants mais pas sortis » du dernier gouvernement de l'ère Kabila. Et, de ce fait, un autre contentieux entre les deux hommes existe: le Dr Oly Ilunga a été exclu du parti UDPS après avoir intégré le gouvernement Kabila fin 2016, soit près de 45 jours avant la décès à Bruxelles du vieil opposant, père du président actuel. Pour le parti du défunt fondateur de l'UDPS, Étienne Tshisekedi, il s'agissait d'une haute trahison parce que Tshisekedi-père était soigné dans un hôpital en Belgique où le Dr Oly Ilunga exerçait de hautes fonctions.

On se trouve donc là devant une double situation de concurrence, à la fois entre les acteurs politiques et entre deux sociétés pharmaceutiques américaines, au moment où, du fait de « l'urgence internationale », produire le vaccin pourrait devenir une affaire très rentable. Dans un tel contexte, on en arrive facilement à considérer que « tous les coups sont permis », y compris de répandre des rumeurs calomnieuses sur ses concurrents. Ceci, alors que la population se montre déjà extrêmement méfiante envers la maladie et les personnels de santé, surtout lorsqu'ils viennent de pays étrangers. « Méfiante » est même un mot très faible, puisqu'il y a déjà eu des incidents violents.

Alors que les travailleurs de la santé ont montré, lors d'alertes précédentes, qu'ils sont en mesure, nonobstant le délabrement institutionnel de la RDC, qu'ils pouvaient y réagir de manière aussi efficace qu'ailleurs, va-t-on assister dans la région des Grands Lacs à une catastrophe humanitaire, pour des raisons de concurrence politique et commerciale ?

La question est posée.

4 Vaccin développé par l'Agence de santé publique du Canada et fabriqué par l'américain Merck.

La lettre du milliardaire Tony Olumelu à la jeunesse africaine



Jeune Africain,

Vous êtes courageux, vous êtes résilient. Vous êtes averti, vous êtes entrepreneur, et contrairement aux générations qui vous ont précédé, vous êtes beaucoup plus affamé de succès. Vous appelez votre ambition, « votre hâte », et vous en avez plusieurs parce que vous êtes infatigable et avide d'indépendance financière, aussi insaisissable que cela puisse paraître. Vous êtes optimiste mais vous êtes aussi anxieux. Vous avez vu d'autres peiner longtemps et durement pour la sécurité économique en vain, des décennies de travail sans fruits. Certains de vos amis ont peut-être discuté d'émigrer avec vous – légalement ou illégalement, et certains ont perdu leurs jeunes vies en traversant la Méditerranée à la recherche d'un avenir à l'étranger où leurs talents sont reconnus et récompensés. Vous pouvez même en connaître quelques-uns en Libye, sans méfiance des victimes des actes laids de la traite des esclaves. Une combinaison de ces facteurs vous a laissé désillusionné et déconnecté. Tu ne crois pas en la politique. Il ne sert à rien de s'impliquer. Vous avez rarement fait l'expérience de la bonne gouvernance, alors vous pensez: «À quoi ça sert?» Mais malgré la morosité, il y a effectivement un point.

Ma génération et celles d'avant vous ont peut-être échoué, et l'infrastructure du succès est absente – une obscurité persistante au lieu de l'électricité, un environnement commercial étouffant qui décourage l'entreprise et l'innovation, une bureaucratie débilante, des fonctionnaires inaccessibles qui ne tiennent pas compte de vos besoins, un système éducatif désuet qui a un besoin urgent de réforme – et la liste continue, mais s'il y a quelqu'un qui a le pouvoir de transformer notre continent et de refaçonner notre trajectoire économique et sociale, c'est VOUS. Il y a un pouvoir formidable

dans votre intellect et votre créativité, votre talent et votre ingéniosité sont rares, et votre détermination et votre détermination contre toute attente peuvent conduire à de grands changements. Mais le plus important, la plus grande force est dans vos chiffres. Ensemble, les 600 millions d'entre vous qui ont moins de 30 ans ont le potentiel d'être le bloc le plus influent de ce continent. L'influence indescriptible que vous pouvez exercer collectivement, j'espère que vous comprendrez bientôt et, espérons-le, déployer.

Aujourd'hui, j'aimerais discuter de la réalité incontournable de la politique avec vous. Ce fut une semaine chargée de voyager de Lagos à Boston, à Los Angeles, et dans quelques heures à New York, pour recevoir le prix inaugural Dwight Eisenhower Entrepreneurship Award du BCIU, mais j'ai pensé prendre le temps ce soir pour partager quelques réflexions avec toi. J'ai été inspiré de partager cela avec vous après avoir écouté mon ancien professeur à Harvard, le professeur Michael Porter, dont la session pendant notre réunion du conseil de direction du Harvard Kennedy School of Public Leadership était perspicace, puissante et très stimulante.

Son argument bien articulé a souligné qu'en tant que peuple, nous ne pouvons pas nous permettre de rester passifs en matière de politique. Bien que sa région de référence soit l'Amérique, il existe de forts parallèles avec notre propre situation en Afrique. La principale cause de l'échec sous-jacent de notre continent à sortir la majorité de ses citoyens des griffes inflexibles de la pauvreté est le faible leadership, alors pourquoi continuons-nous à nous dire que la politique existe dans un domaine en dehors de nos propres réalités? Pourquoi refusons-nous de participer au processus politique d'identification et de soutien des candidats visionnaires? Au lieu de cela, nous restons à la merci d'une direction politique déterminée à placer l'intérêt privé avant l'intérêt public. Les dirigeants qui sont redevables à l'idéologie que les partis politiques viennent avant les citoyens. Les leaders qui sont des acteurs privés de recherche de gain.

Ce dont nous avons désespérément besoin, c'est d'un éveil à l'échelle du continent. Nous devons devenir des citoyens actifs qui s'engagent à s'impliquer. Le système n'est pas auto-correctif, il n'y a pas de forces du marché en jeu pour s'assurer qu'il se corrige lui-même. Il faudra des acteurs humains – moi et vous – pour identifier et démanteler les obstacles structurels qui alimentent le statu quo d'un mauvais leadership. Nous devons aborder ce problème à la fois de manière systémique et systématique. Notre démocratie est devenue très déconnectée d'être démocratique, nous devons ramener le pouvoir au peuple. Nous devons réformer les règles de nos processus électoraux pour injecter plus de transparence. Nous devons transformer la politique d'une industrie pour quelques intérêts, pour être à l'écoute des gens et répondre aux besoins du public. Nous devons changer la nature oligopolistique de notre politique aujourd'hui pour en faire une pour la majorité. Les barrières à l'entrée sont élevées en politique, et très souvent, nos meilleurs cerveaux et talents sont découragés de se présenter aux élections. Nous devons démanteler ces systèmes qui empêchent les individus talentueux de se joindre à la course.

Nous devons ouvrir la porte aux générations qui viennent après nous. Nous devons profiter de notre dividende démographique, des millions de jeunes prêts à faire un changement. Nous devons accueillir cette nouvelle génération de nouvelles idées et nous devons démocratiser l'accès aux opportunités pour tous. Nous devons impliquer davantage de femmes dans le processus parce que lorsque vous autonomisez les femmes, vous renforcez les communautés. Les réformes structurelles signifient qu'aucun individu ne peut faire ce changement seul, mais avec nos voix collectives et la

prise de conscience que c'est notre temps et que personne d'autre que nous peut sauver notre continent, nous pouvons réaliser le changement. Nous ne pouvons plus externaliser la politique ou la gouvernance à des personnes en qui nous n'avons pas confiance. Nous devons comprendre le lien inextricable entre la gouvernance, la croissance économique et la sécurité nationale. Prétendre que la politique n'influence pas l'intégralité de nos vies nous fait plus de mal que cela ne nous profite.

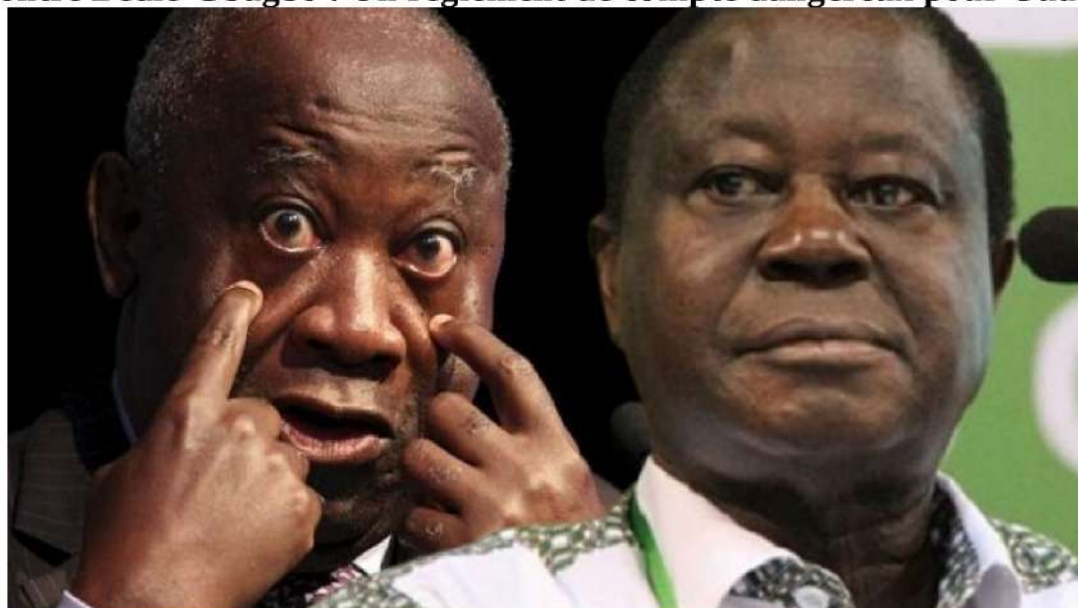
Nous devons changer les règles du jeu. Nous devons mettre en place un front coordonné pour réorienter nos valeurs et redonner le pouvoir aux gens. Nos dirigeants doivent être les meilleurs d'entre nous – ceux qui ont les idées les plus transformatrices et la capacité de livrer. . Ce devrait être le meilleur parmi nous qui nous dirige au gouvernement, dans l'armée, dans la magistrature et, bien sûr, dans le secteur des entreprises. Nous devons inculquer la responsabilité dans nos processus, mais aussi nous tenir responsables. Nous devons jouer notre propre rôle en identifiant et en habilitant ceux parmi nous les mieux placés pour faire la différence. Se soustraire à ce devoir, c'est négliger notre responsabilité envers notre continent.

Ce ne sera pas facile, mais rien de bon ne vient facilement. Un homme célèbre a dit une fois que vous devriez apprendre à catégoriser tous vos problèmes en trois sections: facile, impossible et difficile mais faisable. Quand c'est facile, vous devriez le donner à quelqu'un d'autre. Quand c'est impossible, vous ne devriez pas vous en préoccuper. Mais quand c'est dur mais faisable, vous devriez aller directement au travail pour y arriver .

Mes compatriotes africains, je vous lance un appel pour que cette tâche semble difficile, mais elle est tout à fait faisable et nous devons commencer ce voyage. Faisons face à ce défi et commençons à élire des leaders en qui nous avons confiance et qui nous aideront à réaliser les espoirs sociaux et économiques de notre continent.

Côte d'Ivoire

Rencontre Bédié-Gbagbo : Un règlement de compte dangereux pour Ouattara !



Les Ivoiriens se préparent, avec une certaine peur, au rendez-vous tant attendu pour les démocraties : élire un président la République. Cette échéance qui aura lieu l'année prochaine, est partie pour ne pas être une partie de plaisir pour le Président sortant et ses alliés.

Les tractations en vue de la présidentielle de 2020 en Côte d'Ivoire battent leur plein. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que le jeu politique en cours risque de nous réserver de grosses surprises. Les alliances qui se dégagent n'augurent rien de bon, et il faut redouter que le pays de feu Félix Houphouët Boigny replonge dans le syndrome post 2002.

En effet, la rencontre à Bruxelles entre les anciens Présidents, Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié, est très claire. C'est tout sauf Ouattara qui se dégage. Et cette rencontre est en passe de rebattre complètement les cartes. Un mauvais signe pour l'ancien haut fonctionnaire du Fonds monétaire international. Surtout qu'il a aussi la prouesse peu enviable de se séparer de l'ancien chef de guerre Guillaume Soro, qui lui a offert le trône présidentiel sur un plateau de diamant.

Improbable il y a encore quelques mois, quand le leader du Front populaire ivoirien (FPI) était encore détenu par la Cour pénal internationale (CPI), les événements ont connu un retournement à 180°. Tout ceci, favorisé par l'acquiescement de Gbagbo et Charles Blé Coudé. Cette évolution politique en Côte d'Ivoire confirme une caricature bien sénégalaise de la politique selon laquelle, elle ne tombe pas enceinte, elle accouche.

Ouattara n'a pas retenu la leçon des années 90

Ce rebondissement que les tenants du pouvoir à Abidjan n'avaient pas prévu, même s'ils le redoutaient, fait vibrer leurs oreilles. L'acquiescement de Gbagbo est tombé au pire moment pour Ouattara. Parce que même si depuis l'ouverture du procès, tous les faisceaux indiquaient que celui-ci ne pouvait aboutir que sur un acquiescement, tellement les accusations de la Procureur Fatoumata Bensouda étaient bancales, le rapprochement aussi spectaculaire entre les deux barrons de la politique ivoirienne a laissé les membres du RHDP sans voix.

Ce procès qui est un fiasco pour la CPI et une honte pour l'Afrique, est aussi une guillotine pour le régime du Président Alassane Ouattara. S'il savait que l'histoire allait se terminer ainsi, il n'allait certainement pas envoyer Gbagbo aux Pays-Bas, siège de la CPI. Il allait le garder et lui infliger, avec l'œil complice de magistrats, le même sort qu'il a réservé à Simone Gbagbo.

Aujourd'hui, avec la recomposition politique en cours, le Palais présidentiel est en train de trembler. Ouattara croyait qu'il pouvait rouler Bédié dans la farine, sans que celui-ci ne pipe mot. Mais il avait sous-estimé ce vieux routier de la politique ivoirienne et africaine. Pourtant, il le connaît très bien pour avoir essayé de se jauger à lui dans les années 90 pour la succession de Félix Houphouët Boigny, et il a mordu la poussière. Mais apparemment, il n'a pas retenu la leçon.

Une amnésie suicidaire

Il n'a pas aussi compris qu'un engagement politique, même s'il n'est pas écrit, doit être respecté. C'est ce qu'on appelle la parole donnée. Vouloir faire le forcing pour faire un 3ème mandat ou imposer la candidature d'Amadou Gon Coulibaly, issu de sa formation politique, alors qu'il avait pris l'engagement de soutenir une candidature issue du PDCI en 2020, est tout simplement immoral.

Cette obsession à vouloir coûte-que-coûte maintenir sa formation politique au pouvoir, quitte à saper la stabilité encore fragile du pays, renseigne sur le niveau de bassesse du Président Ouattara. Il fait semblant d'ignorer que ce fauteuil qu'il occupe a été acquis au prix fort du sang des Ivoiriens. Sa relative amnésie doit inquiéter ses compatriotes et ses parrains et partenaires occidentaux. Il faut l'appeler à la raison avant qu'il ne soit trop tard.

Il ne faut pas attendre que la case brûle pour jouer aux sapeurs-pompiers. C'est maintenant qu'il faut exercer une pression forte sur lui, pour qu'il renonce à son projet funeste. Car, il y va de la stabilité du pays, et au-delà, de la sous-région. La France et les Nations-Unies qui l'avaient soutenu doivent lui dire stop, pour qu'il se retire dignement.

Ce front commun qui se dégage contre le locataire du Palais doit l'empêcher de dormir. Parce que nous assistons à un prolongement d'une lutte vieille de plus de 30 ans entre les trois acteurs. Et au gré du temps et des humeurs des hommes, les alliances se sont faites et défaits. Et cette dernière en gestation a des allures de règlement de compte.

Nicaragua



A 40 ans de la révolution du 19 juillet 1979

Par Benjamin Favresse, Bernard Duterme⁵

En vue du 40e anniversaire de la révolution sandiniste du 19 juillet 1979, Benjamin Favresse (*Le Vent Se Lève*) s'est entretenu avec Bernard Duterme, auteur de *Toujours sandiniste, le Nicaragua ?* (CETRI, 2017). L'occasion de revenir sur ce qui distingue les politiques menées par Daniel Ortega depuis son retour au pouvoir en 2007 du projet sandiniste des années révolutionnaires (1979-1990).

L'occasion surtout d'interroger les ressorts, les acteurs et les perspectives de la crise de régime ouverte l'an dernier. Et de la répression qui vise à la refermer.

Benjamin Favresse - En novembre 2016, Daniel Ortega remportait l'élection présidentielle du Nicaragua avec 72,5 % des suffrages et était reconduit pour un quatrième mandat. Tantôt félicité par le FMI, tantôt défendu par une partie de la gauche à travers le monde – notamment pour ses programmes sociaux –, le modèle économique du Nicaragua d'Ortega a enregistré de bons résultats. Quels sont les principaux facteurs de cette « réussite économique » ? Le Nicaragua est-il un exemple à suivre pour les pays d'Amérique centrale ?

Bernard Duterme - Le modèle économique qui prévaut au Nicaragua depuis le retour de Daniel Ortega au pouvoir en janvier 2007 correspond, dans les grandes lignes, aux politiques néolibérales appliquées par les trois administrations de droite qui l'ont précédé⁶. C'est également le modèle qui a dominé, à quelques inflexions près, l'Amérique centrale de ces dernières années. Au Honduras et au

⁵ Source : *Le Vent Se Lève*, Juillet 2019

⁶ Celles des président(e)s Violeta Chamorro (Union nationale d'opposition) élue en 1990, Arnoldo Alemán (Alliance libérale nicaraguayenne) élu en 1996 et Enrique Bolaños (Parti libéral constitutionnaliste) élu en 2001.

Guatemala en particulier. Un modèle de développement antédiluvien, prioritairement agroexportateur, « extractiviste », orienté vers l'alimentation du marché mondial en matières premières (viande, café, or, sucre..., pour ce qui concerne le Nicaragua). Un modèle de développement dont la faible part industrielle se limite, pour l'essentiel, aux unités d'assemblage textile en « zones franches » (la plupart collées à l'aéroport international), où les sociétés nord-américaines et asiatiques agissent en toute liberté.

Le lendemain même de son investiture, le gouvernement Ortega a défini – et assumé constamment par la suite –, en parfaite entente avec les grandes fortunes du pays et les chambres patronales, ce qu'allait être son « modèle d'alliances, de dialogue et de consensus » en matière économique : tapis rouge pour le grand capital, national et étranger, à coup de libre-échange, de dérégulations (environnementales notamment) et d'exonérations (à hauteur de 50% du budget national), en lui garantissant tant « la paix sociale » que « la main-d'œuvre et la terre les moins chères d'Amérique centrale » (<http://pronicaragua.gob.ni>). Ce n'est pas pour rien que, jusqu'au mois d'avril 2018, le grand patronat et les investisseurs extérieurs ont clamé, à moult reprises, tout le bien qu'ils pensaient de ce modèle (voir notamment le site progouvernemental <https://www.el19digital.com>).

Les institutions financières internationales elles-mêmes n'ont pas tari d'éloges à l'égard du bon élève Ortega. « *Basé principalement sur l'attraction des investissements étrangers, sur une hausse de la compétitivité par rapport au marché états-unien qui est votre principal client à l'exportation, et sur une stabilité macroéconomique vraiment louable, votre modèle a été couronné de succès ces cinq à dix dernières années* », indiquait encore le chef du FMI pour l'Amérique centrale au président nicaraguayen en mai 2017, moins d'un an avant le début de l'actuelle crise politique. Et de fait, profitant à plein de l'envolée des cours mondiaux des matières premières (jusqu'en 2014) et de sa double allégeance – rhétorique envers le chavisme vénézuélien, pragmatique envers le capitalisme nord-américain –, l'ortégisme a doublé le volume de l'économie nicaraguayenne en dix ans (qui reste cependant la plus pauvre du continent, après Haïti). Résultat : une diminution relative de la pauvreté (comme presque partout en Amérique latine durant cette période « faste »), mais aussi une concentration sans précédent des richesses (la plus forte de la région) et une dégradation accélérée de l'environnement (selon la FAO, le Nicaragua a perdu plus d'un tiers de ses forêts ces quinze dernières années). Une certaine gauche internationale pointe les programmes sociaux financés par l'ortégisme pour se convaincre que l'ancien commandant de la révolution sandiniste est toujours d'obédience socialiste, mais omet de signaler que ceux-ci s'apparentent plus aux projets de lutte contre la pauvreté saupoudrés par les gouvernements de droite en période d'ajustement structurel qu'à une réelle politique de redistribution, voire de transformation sociale.

Cela étant, depuis 2015-2016 environ, la conjoncture internationale s'est retournée : cycle déflationniste des matières premières exportées, crise vénézuélienne et chute consécutive de l'aide chaviste qu'Ortega recevait en marge du budget national, crispation des relations avec les États-Unis d'Obama suite aux abus de pouvoir du couple Ortega-Murillo à l'approche des élections présidentielles de 2016... La donne s'est dès lors sérieusement compliquée pour le gouvernement nicaraguayen, qui y a progressivement perdu les moyens de perpétuer la stabilité assurée cette dernière décennie.

Le « miracle économique » nicaraguayen n'est en tout cas pas le facteur d'explication principal du « miracle électoral » de 2016. « Miracle électoral » qui a attribué au couple présidentiel (Rosario Murillo, l'épouse d'Ortega, étant désormais vice-présidente du pays), 72,4% des voix, en un seul tour, sans opposition crédible admise ni observation indépendante autorisée ; 10% de plus qu'en 2011, lors de la précédente élection présidentielle. Pour mémoire, à celle de 2006, lorsque le clan ortégiste n'avait pas encore la mainmise absolue sur le CSE (Conseil suprême électoral), le candidat Ortega fut alors élu président avec seulement 38% des votes valides, grâce à l'abaissement du seuil d'éligibilité immédiate à 35% (en cas d'écart d'au moins 5% avec le deuxième candidat).

Cette réforme électorale fut l'un des dividendes du « pacte » passé dès 1999 entre Ortega et le très à droite président Alemán, en échange de la paix sociale et de la future impunité de ce dernier (dont le patrimoine privé aurait été multiplié par plus de 2000 durant son mandat, <http://www.envio.org.ni>).

À vrai dire, le déroulé des stratégies licites et illicites déployées par Daniel Ortega pour récupérer le pouvoir d'abord, puis y édifier son hégémonie et ensuite la bétonner, fait froid dans le dos. Il concourt à ce qu'est devenu ce régime politique en quelques années à peine : une autocratie aux apparences démocratiques, une « démocrature » népotique et corrompue, un caudillisme prétendument « chrétien et socialiste », mais, à l'examen, conservateur et néolibéral.

Dans votre livre *Toujours sandiniste, le Nicaragua ?*, vous défendez la thèse selon laquelle le Front sandiniste de libération nationale (FSLN) de Daniel Ortega n'a plus de sandiniste que le nom. Pouvez-vous nous expliquer brièvement ce qu'a été le sandinisme et comment le FSLN de Daniel Ortega s'en est distancié ?

Le drame est bien là, pour tout qui – comme le Centre tricontinental où je travaille – a manifesté sa solidarité avec la révolution sandiniste d'alors (1979-1990), événement clé du tiers-mondisme et acteur phare du mouvement internationaliste d'émancipation et d'autodétermination des peuples. La déconvenue se niche précisément là, dans cette entreprise d'usurpation d'une idéologie, d'un parti et du pouvoir à laquelle s'est adonné graduellement et habilement le clan Ortega. La majorité des grandes figures sandinistes de la révolution – « la toute grande majorité » selon l'économiste Orlando Núñez lui-même, l'un des derniers intellectuels à être resté partisan du président – reproche à ce qu'elle appelle depuis une vingtaine d'années l'« ortégisme » d'avoir trahi le « sandinisme », dont Ortega continue pourtant à se réclamer. Et de l'avoir instrumentalisé à ses fins personnelles.

Déçus ou déçus par les instances officielles du FSLN au fil des ans (entre 1990 et 2006), ces commandant(e)s, politiques et intellectuel(le)s sandinistes de la première heure – de gauche radicale ou plus sociaux-démocrates – n'ont eu de cesse d'en signaler les risques de dérives d'abord, d'en dénoncer les renoncements ensuite et d'en condamner l'opportunisme et l'arbitraire enfin : de la piñata post-défaite électorale de 1990 (l'appropriation précipitée, avant de rendre les clés, d'importantes propriétés de l'État par quelques centaines de hauts responsables du FSLN) jusqu'à la répression sanglante de 2018, en passant par les collusions, les manœuvres en tout genre et les décisions les plus étrangères aux idéaux socialistes, progressistes et anti-impérialistes de la révolution de 1979. Pour rappel, cette révolution nationale renversa la dictature dynastique des Somoza longtemps soutenue par les États-Unis. Le mouvement sandiniste porte d'ailleurs le nom du rebelle « anti-impérialiste » Sandino, assassiné par le premier Somoza en 1934 sous l'égide de Washington.

Certes les années du sandinisme révolutionnaire (1979-1990) ne se déroulèrent pas sans erreurs ni excès, verticalistes et dirigistes notamment, qui aliénèrent une part significative du monde paysan, mais le projet du FSLN – autodétermination, alphabétisation, cultures populaires, théologie de la libération, féminisation, justice sociale, réforme agraire, socialisation des formes de propriété, de production et de commercialisation, etc. – a gardé fermes ses visées égalitaires. Et ce, en dépit de la guerre, dévastatrice, que les États-Unis de Ronald Reagan ont menée contre lui, jusqu'à obtenir la faillite économique du pays et la défaite des sandinistes dans les urnes en 1990.

Les politiques menées par l'ortégisme depuis 2007 se situent aux antipodes de l'inspiration sandiniste historique. C'est précisément pour cette raison qu'elles ont été, ces dernières années, louées par les milieux d'affaires nationaux et internationaux, encensées par les hiérarchies conservatrices des églises catholiques et évangéliques nicaraguayennes, appréciées et soutenues par Washington. Bien que membre de l'Alliance bolivarienne (ALBA) d'Hugo Chávez (sans autre incidence en interne que la symbolique et l'afflux de pétrodollars), le Nicaragua d'Ortega a garanti aux intérêts états-uniens, contrairement à ses violents voisins du « Triangle Nord » (Honduras, Salvador, Guatemala), à la fois la fermeté migratoire requise et la coopération dans la lutte contre le

narcotrafic, l'ouverture économique et le libre-échange commercial, la paix sociale et la stabilité politique.

Quel a dès lors été le sens de la participation du Nicaragua à l'ALBA, l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique ? Quelle est la nature des relations entre le Nicaragua et le Venezuela ?

Le ralliement du Nicaragua à l'ALBA, plus opportuniste qu'idéologique, s'est opéré le 11 janvier 2007, dès le retour au pouvoir de Daniel Ortega. « *Bienvenue dans l'ALBA. Vous pouvez oublier vos problèmes de carburant* », proclama ce jour-là à Managua le président Chávez, satisfait d'accueillir l'héritier du sandinisme dans l'Alliance bolivarienne. « *L'ALBA est le message du Christ. Nous allons pouvoir mettre fin aux politiques néolibérales* », répondit le président nicaraguayen. Il n'en fut rien. Autant le régime Ortega-Murillo put profiter d'une aide colossale du Venezuela (près de 5 milliards de dollars en 10 ans, un quart du budget national chaque année, reçus en dehors des compte officiels grâce à un montage public-privé scabreux), autant il n'y eut pas la moindre tentative de construction du « socialisme du 21^e siècle » au Nicaragua, contrairement à ce qui se passa durant cette période en Équateur, en Bolivie et au Venezuela, dans les principaux pays membres de l'ALBA.

Pas de refondation constitutionnelle ni de projet de transformation structurelle à Managua, pas de majorité absolue dès la première élection, pas de rupture avec le système politique antérieur, pas de nationalisations, de plébiscites populaires ni de réélections incontestées. En revanche, un alignement ouvert et assumé sur les positions de l'oligarchie et des fédérations entrepreneuriales, inimaginable à Caracas, à La Paz ou à Quito dans ces années-là. « Avec l'argent du pétrole vénézuélien, Ortega aurait pu changer le profil social du Nicaragua, regrette Henry Ruiz, alias Comandante Modesto, membre de la Direction historique du Front sandiniste. Au lieu de cela, il a creusé les inégalités, en adoptant la politique économique capitaliste la plus à droite de l'histoire moderne. Ortega a abusé de la bonne foi d'Hugo Chávez » (<http://www.envio.org.ni>).

Depuis au moins deux ans maintenant, en raison de l'effondrement de l'économie vénézuélienne, les relations entre Managua et Caracas se sont elles aussi affaiblies. Il s'agit d'ailleurs de l'un des grands déterminants des difficultés actuelles du clan présidentiel Ortega-Murillo. Aujourd'hui, l'essentiel du pétrole consommé au Nicaragua provient des États-Unis.

Dans votre ouvrage susmentionné, paru en septembre 2017, vous expliquez comment Daniel Ortega a consolidé son pouvoir par la mise en place d'une série d'alliances « contre nature » avec les adversaires historiques du sandinisme. Vous soulignez la précarité d'un tel consensus, pouvant selon vous être remis en question à tout moment. Quelques mois plus tard, les faits vous donnent raison. À partir d'avril 2018, d'importantes manifestations éclatent. Pouvez-vous revenir avec nous sur ces événements ? Quelles en ont été les causes ? Qui étaient les manifestants ? Comment s'est petit à petit constituée l'opposition à partir de ces mobilisations sociales ?

En effet, si nous n'avions bien évidemment pas prévu la date ni l'ampleur de la crise ouverte en avril 2018, exacerbée par une violence répressive à laquelle personne ne s'attendait, l'examen des politiques menées par le régime Ortega-Murillo jusque-là et l'analyse du basculement de conjoncture internationale survenu récemment, substituant un contexte difficile à des conditions précédemment favorables à l'enrichissement du Nicaragua, renseigne sur les causes profondes des manifestations de ras-le-bol et du *Ya Basta*.

Quant aux éléments déclencheurs (puis amplificateurs) plus ponctuels, ils résident dans une succession de mobilisations, d'envergure relativement limitée, de jeunes, de militants environnementalistes, d'étudiants et de retraités qui, en mars et avril 2018, sont venus critiquer les velléités présidentielles de museler les réseaux sociaux, l'incurie gouvernementale face aux feux de forêt dans une réserve naturelle au Sud-Est du pays et enfin, une réforme « austéritaire » des retraites...

Mais c'est la brutale répression, inattendue autant que disproportionnée, dont les manifestants firent l'objet de la part du pouvoir qui mit le feu aux poudres. En quelques semaines,

des centaines de milliers de Nicaraguayens sont descendus dans les rues et des dizaines de barricades ont été dressées à travers le pays, pour exiger la fin de la répression et... la destitution du couple présidentiel, qualifié de « corrompu » et de « dictatorial » par les protestataires. La police anti-émeute, flanquée de « policiers volontaires » (comme les nomma le président Ortega lui-même dans plusieurs interviews télévisées) munis d'armes de guerre, répondit par davantage de répression, tuant quelque 300 personnes, blessant et emprisonnant des centaines d'autres, nettoyant les routes des barrages et poursuivant les auteurs (étudiants, paysans, dissidents sandinistes, journalistes, etc.) de critiques publiques à l'endroit du régime. Quelques dizaines de milliers de Nicaraguayens ont dû fuir le pays, principalement au Costa Rica voisin.

Au prix de violences répressives qualifiées de « crimes contre l'humanité » par l'ONU et la CIDH (Commission interaméricaine des droits de l'homme), le régime Ortega-Murillo est donc parvenu à étouffer la rébellion en trois ou quatre mois, pour rétablir « la normalité » à partir d'août 2018. Depuis lors, les leaders de la contestation qui n'ont pas été tués ont été jetés en prison, se terrent au Nicaragua ou se sont réfugiés à l'étranger. Parmi eux de nombreux visages du sandinisme historique (selon l'ex-commandante guérillera Mónica Baltodano, au 31 décembre dernier, quelque 70% des prisonniers politiques d'Ortega étaient sandinistes), mais aussi, bien sûr, les figures émergentes d'organisations sociales diverses (d'étudiants, de paysans, de femmes, de jeunes, de quartiers, de travailleurs de la santé, de journalistes, d'écologistes, de parents de victimes...), réunies aujourd'hui au sein de l'Articulation des mouvements sociaux (AMS).

Pour autant, l'autre composante importante, si pas prépondérante, de l'opposition s'est plutôt constituée autour des grands alliés... de l'administration ortéguisse d'avant avril 2018 : à savoir, la conférence épiscopale catholique, excédée par le sang versé, et les fédérations patronales, affectées par la forte récession de l'économie nationale (-4% en 2018 pour +5% en 2017). L'entreprise privée, hier encore progouvernementale, s'est de fait imposée, en l'absence des autres forces contestataires « empêchées », comme le principal acteur de l'opposition, prompt à accepter de reprendre les négociations (en février dernier), à l'invitation d'un régime acculé par les menaces de sanction internationale et la chute des investissements, des emplois et de la consommation dans le pays.

En réalité, même regroupée au sein de l'*Alianza Cívica por la Justicia y la Democracia* (mise sur pied par l'Église catholique en mai 2018, pour participer à un premier « dialogue » qui s'est vite révélé impossible), puis dans l'*Unidad Nacional Azul y Blanco* (constituée en octobre par une quarantaine d'organisations de nature, de force et d'obédiences très diverses), l'opposition interne demeure composite et peine à exercer une influence. L'AMS reproche à raison au grand patronat de ne pas avoir conditionné la réouverture des pourparlers avec un pouvoir aux abois, en exigeant comme préalable minimal la libération des prisonniers politiques, le rétablissement des libertés et le retour des exilés. Au-delà, tout comme les leaders emprisonnés (libérés pour la plupart ces derniers mois), elle regrette que l'opposition dans son entièreté ne se soit encore jamais résolue à décréter une grève générale illimitée, qui aurait déjà pu faire basculer la situation.

Outre la stratégie attentiste du couple présidentiel qui alterne fausses promesses et vraie répression (et qui entend bien rester en fonction jusqu'aux élections de 2021, au moins), deux scénarios distincts pour l'avenir du pays rivalisent, selon le pôle de l'opposition que l'on fréquente.

Le premier, celui de « l'atterrissage en douceur » ou de « l'ortéguisse sans Ortega », consiste en une transaction entre le régime, ses (anciens) alliés et certains membres de l'opposition, afin de maintenir une forme de statu quo et de créer les conditions de confiance requises par le FMI pour relancer l'économie. Le second est celui des mouvements sociaux qui veulent dépasser la simple recomposition des pouvoirs publics-privés qui administrent le pays depuis plus de dix ans, en refondant structurellement le Nicaragua sur la base d'un programme égalitaire et démocratique, expurgé des traits du somozisme et de l'ortéguisse.

Récemment, l'administration Trump a annoncé de nouvelles sanctions contre le Nicaragua. Ortega est-il visé par les États-Unis, comme certains l'affirment, pour son anti-impérialisme ? Ces sanctions internationales contribueront-elles à solutionner la crise que traverse le pays ?

Les menaces de sanctions nord-américaines et européennes à l'encontre du régime Ortega-Murillo se succèdent depuis l'année dernière. Mais les seules véritablement opérantes à ce jour sont celles, prises par l'administration Trump, qui frappent individuellement (gel des avoirs à l'étranger et interdiction de visas) quelques hautes personnalités du pouvoir nicaraguayen, considérées comme corrompues ou criminelles, tels l'un des fils du couple présidentiel et la vice-présidente elle-même.

Certains organismes financiers qui ont servi au partenariat entre l'ortéguisme et le chavisme sont également dans la ligne de mire. Au-delà, les prêts internationaux au Nicaragua, déjà freinés, risquent aussi d'être affectés à terme.

Comme telles, ces sanctions, provenant d'une « communauté internationale » qui hier encore s'accommodait très bien du bon élève nicaraguayen (en dépit de son appartenance à l'ALBA), ne solutionnent pas la crise qui déchire le pays. En haussant la pression sur Ortega, elles ont sans doute contribué aux nouvelles promesses gouvernementales d'enfin libérer les prisonniers politiques (la plupart l'ont été entre mars et juin derniers), de rétablir le droit de manifester, de garantir le retour des exilés en toute sécurité... Mais elles permettent précisément à l'ortéguisme d'utiliser ces « monnaies d'échange » nées de la crise en cours, pour gagner du temps, plutôt que de mettre en question ce qui l'a déclenchée, à savoir la nature même du régime nicaraguayen.

Quant à la nouvelle montée au créneau de Trump contre ce que son conseiller Bolton appelle la « *troïka de la tyrannie* » (Venezuela, Cuba, Nicaragua), outre qu'elle obéit d'abord à l'agenda électoral des États-Unis, elle revitalise en effet la polarisation binaire de la Guerre froide. Et apporte a posteriori de l'eau au moulin de la thèse ortéguiste, selon laquelle le Nicaragua aurait été victime en avril-mai 2018 d'« *une tentative de putsch téléguidée par la CIA* ». À coup d'amalgames, les deux délires se nourrissent mutuellement. Et une partie de la gauche internationaliste de s'en emparer, dans un réflexe « campiste », qualifié jadis de « stalinien ». « *L'ennemi de mon ennemi est mon ami* », fût-il indéfendable ou politiquement aux antipodes.

Que le régime Ortega-Murillo ait monopolisé et abusé de tous les pouvoirs, qu'il ait gouverné à droite, en symbiose avec « l'empire », qu'il ait ostracisé les sandinistes et trahi le sandinisme, que le seul bémol du FMI à son égard ait été la faiblesse et la régressivité de sa fiscalité (sic), que la moitié des milliardaires d'Amérique centrale soient désormais Nicaraguayens (Forbes, 2017), que les forces de l'ordre ortéguistes aient étouffé les mouvements sociaux et réprimé les manifestations, qu'elles aient « *tiré pour tuer* » des centaines de jeunes manifestants (alors que, parallèlement, même l'Algérie des généraux retenait ses sbires), peu importe. Trump braille soudainement que « *les jours du communisme au Nicaragua sont comptés* », voilà la preuve ultime qu'Ortega est bien des nôtres, anti-impérialiste dans l'âme. La mystification est affligeante. Et désastreuse dans ses effets sur le terrain.

ECONOMIE

Le mystère de l'inflation disparue



Par Antoine d'Abundo

La banque centrale américaine doit annoncer mercredi 31 juillet une baisse de ses taux d'intérêt, pour soutenir l'expansion américaine.

L'institution, comme tous les banquiers centraux des économies développées, s'inquiète notamment de la faiblesse persistante de l'inflation. Retour sur un phénomène qui divise les économistes. « *Nous n'aimons pas ce que nous voyons sur le front de l'inflation.* » Cette phrase, le président de la Banque centrale européenne (BCE), l'Italien Mario Draghi, l'a répétée à plusieurs reprises jeudi 25 juillet, à l'issue de la réunion du conseil des gouverneurs, pour justifier les nouvelles mesures que compte prendre l'institution afin de soutenir l'économie européenne. Et c'est au nom, entre autres, d'une inflation jugée trop faible que la Fed, la banque centrale américaine, doit annoncer mercredi 31 juillet une baisse historique des taux d'intérêt.

De fait, selon la prévision établie par la BCE en juin, la hausse des prix pour cette année ne devrait pas excéder 1,3 % pour la zone euro. De son côté, la Fed table sur une inflation autour de 1,4 % en 2019. Dans les deux cas, on est loin de la « cible » des 2 % visée par les deux institutions, conformément à leur mandat.

Mais est-ce si grave ? Et d'abord, pourquoi 2 % ? « *Parce que c'est le taux jugé optimum pour que l'économie fonctionne de la manière la plus efficace et la plus stable possible* », explique Hervé Gouletquer, directeur adjoint de la recherche à La Banque postale Asset Management. « *En gros, si les marchés et les consommateurs anticipent une hausse plus importante, ils dépensent plus, avec un risque de surchauffe qui peut être difficilement maîtrisable. Si, au contraire, ils estiment*

que l'inflation va encore baisser, ils retardent leurs achats, la demande baisse et la croissance en pâtit », précise-t-il.

Le problème est que malgré les politiques monétaires très « accommodantes » menées par les banques centrales ces dernières années pour amener l'inflation à ce niveau « idéal » – taux d'emprunt bas, injections massives de liquidités pour favoriser le crédit aux entreprises et aux particuliers – celle-ci n'augmente pas aussi vite qu'espéré.

Des économistes perplexes

Pire encore : alors même que la grande crise financière de 2008 et celle de la zone euro semblent appartenir au passé et que les principaux indicateurs – croissance, emploi, production – ont retrouvé des couleurs, le taux d'inflation, lui, continue de marquer le pas dans toutes les grandes économies développées. Ce qui laisse perplexes les économistes qui tentent de percer ce que certains appellent déjà « *le mystère de l'inflation disparue* ».



Avis de croissance modérée et d'embellie sur le front de l'emploi

Pour expliquer cette énigme, les hypothèses ne manquent pas. Pour les uns, ce serait une des conséquences de la mondialisation qui oblige les entreprises à raboter leur prix face à une concurrence de plus en plus féroce. Pour d'autres, le résultat d'un vieillissement de la population moins encline à la dépense. Pour d'autres enfin, la raison est à chercher du côté des salaires, anormalement bas.

Ce dernier sujet est sans doute celui qui fait le plus débat. Pendant longtemps, on a pensé l'inflation à partir de la courbe dite de Phillips, du nom de l'économiste néo-zélandais Alban Phillips qui la dessina à la fin des années 1950. « *Celle-ci établit une corrélation forte entre chômage et inflation en montrant que sur un marché du travail qui se tend, les salaires ont tendance à augmenter. Et que, du coup, les entreprises vont ajuster leur prix à la hausse pour conserver leurs marges* », poursuit Hervé Gouletquer.

Une économie dérégulée ?

Le problème est que ce schéma ne semble plus fonctionner. Ou, du moins, plus comme avant. Aux États-Unis, par exemple, le taux de chômage est inférieur à 4 %, mais ce bon résultat ne se traduit pas par une montée significative des salaires. De même, en zone euro, ni la croissance retrouvée ni la baisse du chômage n'ont provoqué le sursaut inflationniste attendu.

Signe d'une économie qui n'obéit plus aux mêmes règles ? « *Surtout la conséquence d'un système où les inégalités et l'insécurité économiques ne cessent de progresser* », soutient Florence Jany-Catrice, professeure à l'Université de Lille⁷.

⁷ Auteure de *L'indice des prix à la consommation*. Éditions La Découverte, collections Repères (2019).

« En fait, la plupart des économistes restent le regard braqué sur des indicateurs – croissance, chômage, inflation – qui rendent mal compte d'une situation surtout marquée par la montée des emplois précaires et mal payés, l'affaiblissement des syndicats qui diminuent le pouvoir de négociation des salariés, les effets des politiques d'austérité sur les systèmes de santé ou de protection sociale », explique-t-elle.

Autant de sujets sur lesquels les banquiers centraux n'ont que peu de prise. Ce que l'un d'eux reconnaît bien volontiers sous couvert d'anonymat : *« Des mesures monétaires audacieuses sont parfois nécessaires, mais elles ne peuvent pas tout. »* Une manière diplomatique de rappeler les politiques à leurs responsabilités.

Zone euro, la croissance ralentit

La croissance économique en zone euro a ralenti au deuxième trimestre, tout comme l'inflation en juillet, selon des chiffres officiels publiés mercredi 31 juillet. Dans les 19 pays ayant adopté la monnaie unique, le PIB a crû d'avril à juillet de 0,2 %, contre + 0,4 % au premier trimestre. L'inflation a elle aussi décéléré, atteignant 1,1 % en juillet (contre 1,3 % en juin). Côté emploi en revanche, l'horizon continue de s'éclaircir pour l'instant : le chômage était au plus bas depuis 11 ans à 7,5 % en juin.